

des fouilles qui ont été faites dans les 49 pénitenciers et établissements pénitentiaires.

● (1430)

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, des contrôles comme celui de vendredi dernier sont effectués périodiquement, mais je n'ai pas encore tous les résultats. On me dit que, dans la région de l'Ontario, on a découvert quelques couteaux introduits en fraude, mais je n'ai pas encore les rapports des régions de la Colombie-Britannique, des Prairies, du Québec et de l'Atlantique.

M. Diefenbaker: Il faut bien longtemps pour obtenir un rapport sur une question aussi importante. A-t-on dit au ministre si ces fouilles avaient amené la découverte de revolvers?

M. Allmand: Pas encore, monsieur l'Orateur, mais, je le répète, je n'ai pas encore le rapport complet sur cette affaire.

M. Diefenbaker: Aucun rapport?

M. Allmand: Les fouilles ont été effectuées vendredi, les rapports seront remis au commissaire des pénitenciers qui me les transmettra le plus tôt possible.

M. Diefenbaker: Cela n'a certainement pas été bénéfique pour les gardiens qu'on fasse les choses le plus tôt possible dans le service pénitentiaire. Le ministre s'engagera-t-il aujourd'hui à obtenir un rapport raisonnablement définitif et à nous le transmettre demain parce que tous les gardiens s'inquiètent beaucoup du fait qu'on accorde trop peu d'attention aux risques qu'ils courent à cause de l'insouciance, de la négligence ou d'autres raisons dans les établissements pénitentiaires.

M. Allmand: Monsieur l'Orateur, j'essaierai de fournir ces renseignements au très honorable représentant le plus tôt possible.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LE PROJET D'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT ET LA MODIFICATION DU CODE CRIMINEL

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Étant donné tout ce qu'on a lu et entendu au cours de la fin de semaine au sujet du solliciteur général qui songerait à un groupe de mesures visant à combattre le crime et qui toucheraient également à la peine capitale, peut-il dire à la Chambre s'il songe à des mesures qui amélioreront l'administration de la justice, si elles seront présentées maintenant plutôt que liées à la question très philosophique et très délicate de la peine capitale?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, nous sommes en train d'examiner ces questions, et nous présenterons ces mesures à la Chambre dès qu'elles seront disponibles.

M. Nowlan: Monsieur l'Orateur, j'avais tant de questions à poser la semaine dernière que je n'en suis qu'à la

Questions orales

première, mais je sais que je devrai me limiter aujourd'hui. D'ordinaire, je me compte partiellement satisfait des réponses du solliciteur général mais sa dernière est loin de me satisfaire. Je voudrais demander au solliciteur général s'il ne pense pas qu'il est plus honorable et intellectuellement honnête...

Des voix: Règlement!

M. Nowlan: ... de soulever séparément la question de la peine capitale sans la lier à un projet de loi omnibus qui porterait sur beaucoup d'autres aspects de l'administration de la justice?

M. Allmand: Nous n'avons pas encore décidé de présenter un bill omnibus. Je le répète, nous sommes en train d'examiner toutes ces questions, mais aucune décision n'a encore été prise.

DEMANDE DE PRÉSENTATION DE MESURES D'AMÉLIORATION

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Je sais que le ministre a déjà été interrogé sur ce sujet. Il y a un mois environ, il a dit que ces questions allaient être examinées. Quand la décision sera-t-elle prise et, en deuxième lieu, le ministre peut-il dire à la Chambre aujourd'hui s'il a sur le métier un projet de loi visant à améliorer l'administration de la justice, et s'il est prêt à le présenter en première lecture au moins afin que nous puissions prendre connaissance des dispositions qu'il renferme et attendra-t-il l'automne pour proposer les autres?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Nous n'avons pas attendu pour mettre en application des mesures de nature administrative. Le très honorable député a parlé des mesures que nous prenions dans les pénitenciers pour assurer la sécurité des gardiens et des détenus. Pour ce qui est des projets de loi, nous sommes en train de préparer des projets de loi et des mesures et nous les présenterons à la Chambre le plus tôt possible. J'aimerais les présenter aussi rapidement que possible.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES RECOMMANDATIONS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA EN MATIÈRE DE LIBRE-ÉCHANGE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Eymard Corbin (Madawaska-Victoria): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce et je m'excuse de ne pas avoir eu l'occasion de lui en donner préavis.

Des voix: Oh, oh!

M. Corbin: Faut-il comprendre que le gouvernement et surtout le ministre n'ont pas l'intention d'accepter la proposition du Conseil économique du Canada et de son président portant que le Canada accepte sans restriction l'importation de produits manufacturés à bon marché et injustement concurrentiels et que le gouvernement rejette la menace que cache cette proposition pour la survie de notre industrie de la fabrication et pour des centaines de milliers d'emplois, surtout dans le domaine des textiles et du vêtement?